

## Publications économiques et financières



### Synthèse annuelle 2019

N° 616 / Mai 2020

# L'ÉCONOMIE DE LA MARTINIQUE EN 2019 : LE CALME AVANT LA TEMPÊTE

Au vu des bouleversements que ne manquera pas de charrier la crise sanitaire du COVID-19 dans les mois et années à venir, peu d'observateurs se souviendront des performances solides, certes à l'échelle modeste des dernières années, qu'aura livrées l'économie martiniquaise en 2019. Après trois années de baisse, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est significativement redressé et élevé tout au long de l'année au-dessus de sa moyenne de long terme, suggérant un franc regain d'optimisme parmi les chefs d'entreprise. Cet optimisme se reflète singulièrement dans leurs prévisions d'investissement qui ont atteint des niveaux record. Les conditions sur le marché du travail se sont également nettement améliorées : l'économie martiniquaise a créé encore un peu plus d'emplois que l'année précédente mais, à population active équivalente, a vu son taux de chômage baisser de 2 points de pourcentage à 15 %. Enfin le secteur bancaire a soutenu une demande de financement toujours robuste, tant dans le secteur hypothécaire pour les particuliers, que dans le secteur des crédits à l'équipement pour les entreprises. Ces performances ne se traduiront que partiellement dans la croissance de son produit intérieur brut. Le modèle économique du territoire, caractérisé par une très forte élasticité des importations par rapport à la consommation des ménages, et qui cumule une grande dépendance à la dépense publique et des collectivités financièrement parmi les plus en difficulté – fragilisant certains secteurs traditionnels, n'autorise pas un total satisfécit.

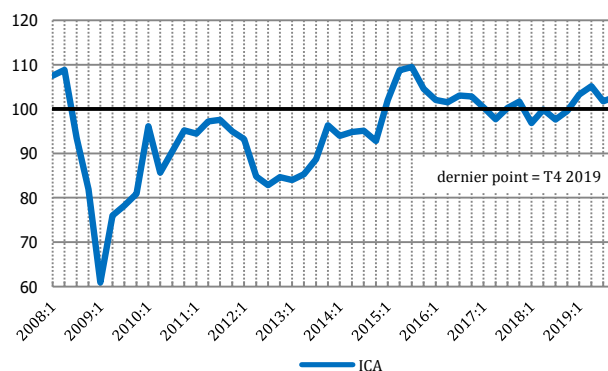
## Regain de confiance et baisse du chômage

### Le climat des affaires en nette amélioration en 2019

Après une année 2018 marquée par un indicateur du climat des affaires (ICA) volatil et en baisse tendancielle depuis son point haut de mi-2015, l'ICA s'est significativement redressé en 2019. À la fin de l'année, il s'établit ainsi au-dessus de sa moyenne de long terme (à 102,8 points) pour le quatrième trimestre consécutif, une évolution qui traduit, selon les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, une nette amélioration du climat conjoncturel.

En moyenne sur l'année, une majorité d'entrepreneurs reporte une activité en hausse, soutenue par une amélioration de la trésorerie concomitante d'une hausse des prix de vente. Surtout, les chefs d'entreprise se montrent particulièrement optimistes dans leurs déclarations concernant leurs prévisions d'investissement sur les douze prochains mois. Dans ce contexte ils ont également indiqué des stocks de production (produits finis et dans une moindre mesure matières premières) en forte hausse.

**Indicateur du climat des affaires à la Martinique**  
(moyenne = 100, 2008 T1 - 2019 T4)



Source : IEDOM

## Une très bonne année sur le marché du travail

L'amélioration des conditions sur le marché du travail fait écho au regain d'optimisme des entreprises. Ainsi, selon la Dares, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) à fin décembre 2019 passe sous le seuil de 40 000 pour la première fois depuis 10 ans, à 38 780 demandeurs. Cette amélioration profite à toutes les catégories d'âge, en particulier aux moins de 25 ans (-9,6 %), et dans une moindre mesure aux 25-49 ans (-5,5 %) et à la catégorie des seniors (+50 ans, -1,7 %). Toutes catégories confondues (ABCDE), le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit également en forte baisse (-5,5 % après -1,9 % en 2018).

Dans ce contexte, le taux de chômage diminue selon l'Insee de 17 % en 2018 à 15 % en 2019. Avec une population active quasi identique d'une année sur l'autre (+0,1 % en 2019), cette évolution est imputable aux créations d'emplois. À fin décembre 2019, l'emploi total en Martinique augmente de 1,8 % (soit 2 122 emplois supplémentaires) après +1,7 % (+ 2 063 emplois en 2018). Deux tiers de ces emplois ont été créés au premier trimestre, confirmant les données de l'ICA selon lesquelles l'économie martiniquaise aurait connu un *momentum* au début de l'année 2019. Enfin, fait marquant, le nombre de personnes considérées comme inactives (le halo du chômage) ou en emploi (sous-emploi), mais dont les conditions sont proches des chômeurs, est également en baisse de 5 % environ.

La dynamique vertueuse des créations d'emplois contribue à stimuler la hausse de la masse salariale privée en 2019. Selon l'Acoss, celle-ci augmentait ainsi de 4,2 % en 2019 après +3,2 % en 2018. Si cette évolution suggère une hausse du revenu des ménages martiniquais, la progression du salaire moyen par tête (à +0,5 % après +1,5 % en 2018) à un seuil inférieur à l'inflation relativise les gains de pouvoir d'achat pour les personnes déjà en emploi.

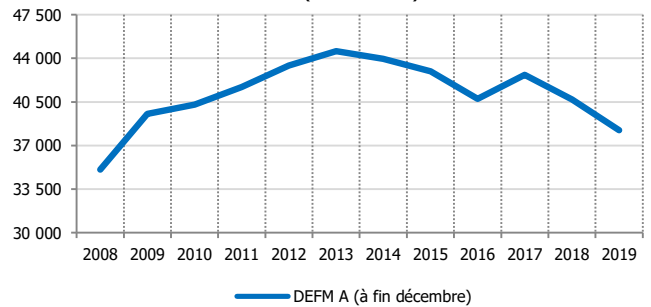
## Une pause dans la hausse tendancielle de l'inflation

La progression continue de l'inflation depuis trois ans fait une pause en 2019. En moyenne annuelle, l'inflation s'élève comme l'année précédente à +1,2 % à la Martinique, contre +1,1 % pour la France entière. Cette pause dans le renchérissement des prix tient à la modération de la hausse des prix de l'énergie en 2019 (+1,8 % après +5,7 % en 2018). Celle-ci s'explique par la baisse des prix du pétrole (le prix du baril de Brent en dollar baisse de 9 % environ sur l'année, contre +30 % en 2018) dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. Cette décélération des prix de l'énergie est toutefois compensée dans la progression de l'indice des prix à la consommation par le dynamisme retrouvé des prix des services (+1,5 % après +0,8 % en 2018, +0,4 % en 2017 et +0,6 % en 2016). De 2016 à 2018, la modération des prix des services en Martinique a contribué à la moitié du différentiel d'inflation avec la France entière. En 2019, on assiste à un réaligement de la dynamique des prix des services comme de l'inflation totale sur celle de l'Hexagone.

## Ralentissement du rythme de la consommation des ménages

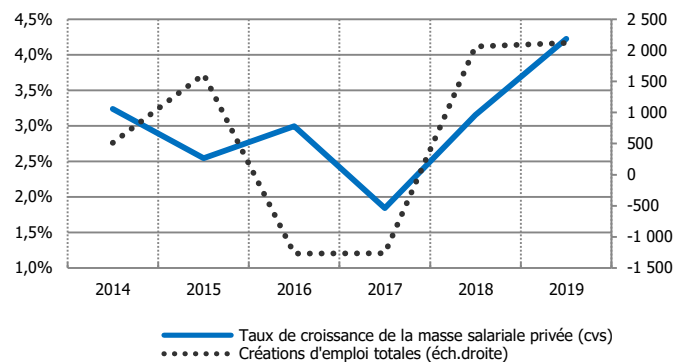
Malgré l'amélioration du marché du travail et la pause dans la hausse de l'inflation, la progression de la consommation des ménages a l'air de ralentir en 2019 par rapport à 2018. Les importations de biens de consommation non durables baissent en euro courant de 1,1 % après -0,4 % en 2018. L'utilisation de la composante alimentation de l'indice général des prix comme déflateur du prix de ces importations suggère que la baisse en volume est au moins deux fois plus importante. Le recul du chiffre d'affaires des hypermarchés estimé à -2,2 % en 2019 après +1,7 % en 2018 confirme cette évolution.

**Demandeurs d'emploi de catégorie A**  
(en nombre)



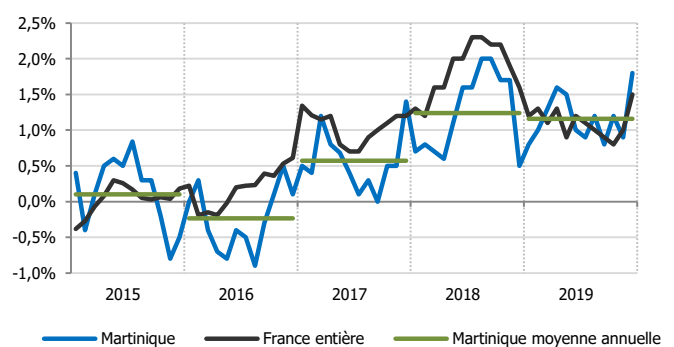
Source : Dares

**Créations d'emploi et masse salariale**



Sources : Insee, Acoss

**Indice des prix à la consommation**  
(glissement annuel et moyenne annuelle)



Source : Insee

Si les importations de biens durables ont, a contrario, progressé de 2,6 % en valeur par rapport à 2018, cette hausse n'est pas de nature à compenser la baisse des importations de biens non durables. Par ailleurs la progression des immatriculations de véhicules de tourisme, qui avaient augmenté de 5,3 % en 2018, a ralenti en 2019 à +3,2 %. Les immatriculations en concession (donc hors ventes) de nombreux véhicules au dernier trimestre 2019 (en vue d'éviter le durcissement du barème des taxes écologiques) laisse augurer d'une progression encore plus modérée. Les encours de crédit à la consommation, qui ont encore fortement progressé en 2019 (+6,9 %) ont toutefois ralenti par rapport à 2018 (+7,7 %). La consommation de services a probablement augmenté également mais dans des proportions moindres que l'année précédente, comme le laisse suggérer le ralentissement plus rapide de la progression des recettes de TVA par rapport à la progression de l'octroi de mer. Au vu de l'évolution des dépôts bancaires (voir plus bas), les ménages martiniquais ont semble-t-il orienté une partie des bénéfices de l'amélioration du marché du travail vers l'épargne.

### Un investissement privé toujours bien orienté

Les intentions d'investissement mesurées par l'enquête de conjoncture de l'IEDOM auprès des chefs d'entreprise ont atteint un point haut au deuxième trimestre de 2019 et sont restées à un niveau très élevé tout au long de l'année. Ce regain d'optimisme s'explique par la planification d'investissements de capacité en particulier dans le domaine du tourisme (une dizaine de projets d'infrastructure hôtelière) dans le sillage d'une saison 2018 record pour le secteur, mais également de l'énergie. Il tient également à la levée d'incertitudes sociales et économiques (par exemple la législation fiscale dans la loi de finances 2019, le développement de la crise dite des « gilets jaunes ») qui avaient contribué au pessimisme des entrepreneurs en 2018 et début 2019.

Les encours de crédits d'investissement sont toujours bien orientés. Ils sont en hausse au quatrième trimestre 2019 de 7,7 % contre +9,9 % un an plus tôt. Les ménages ont également contribué à la hausse de l'investissement privé, puisque l'encours des crédits d'habitat des particuliers a augmenté de 5,1 % au quatrième trimestre contre +4,8 % un an plus tôt. Les importations de biens d'investissement en euro courant (+5,3 %) et les attestations de conformité électrique à destination des locaux commerciaux (+1,6 %) traduisent également, d'une certaine manière, le prolongement de la bonne tenue de l'investissement des entreprises.

### Hausse des exportations hors produits pétroliers

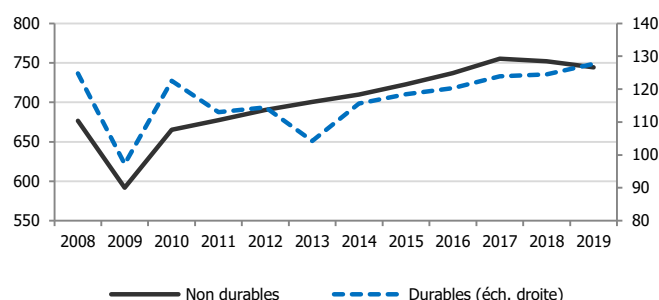
En 2019, les exportations hors produits pétroliers augmentent pour la deuxième année consécutive (+11,2 % après +5,7 % en 2018). Les exportations de l'ensemble des postes de la ventilation MIG ont progressé sur l'année, en particulier les exportations de biens d'investissement (+42,5 %), soutenues par les activités de réparation et construction navales.

Les importations de biens hors produits pétroliers sont également en hausse en 2019 (+1,6 %), principalement tirées par la forte croissance des importations de biens hors-MIG (+26,9 %). Le solde déficitaire de ces échanges contribuerait négativement à la croissance de la richesse, mais le redressement des exportations depuis 2017 signale un retour à la tendance.

Le solde des échanges de produits pétroliers est également déficitaire en 2019 (-300 millions d'euros), mais il se réduit en lien avec la baisse du prix du pétrole.

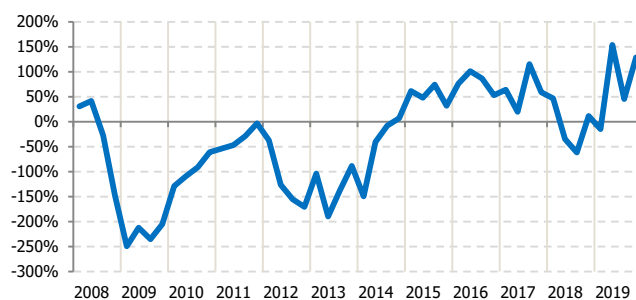
Le solde des échanges de services (en particulier, touristiques) devrait être bien orienté en 2019 et contribuer à l'instar de 2018 à la progression de l'activité.

#### Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



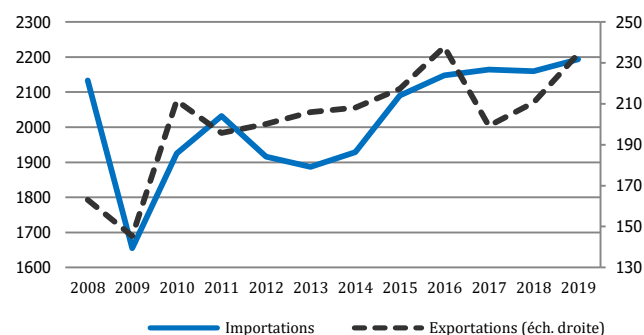
Source : Douanes

#### Solde d'opinion des prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Échanges extérieurs hors services et produits pétroliers (millions d'euros)



## Les secteurs traditionnels ne partagent pas tous l'embellie

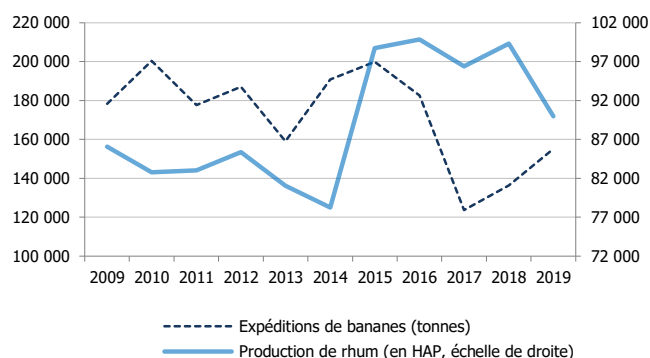
### Le bilan mitigé des activités agricoles et agroalimentaires

Les professionnels du secteur décrivent une année 2019 plus difficile. Les difficultés se sont concentrées sur les chaînes d'approvisionnement, le renchérissement du prix des matières premières (particulièrement sensible sur la filière animale et lait) et du coût du fret ayant contraint les entreprises à réviser significativement leurs prix à la hausse. Elles se sont aussi concentrées en aval, les consommateurs ayant revu à la baisse cette année leur consommation de biens non durables.

Les cultures agricoles locales restent quant à elles tributaires des conditions météorologiques, plutôt inégales en 2019. Si la production bananière atteint 156 000 tonnes (+10,5 %) et reste en deçà des 170 000 tonnes de volumes anticipés, ses exportations (qui représentent avec 99,5 % la quasi-totalité de la production) sont en net redressement depuis les épisodes de sécheresse et des tempêtes Maria (2017) et Matthew (2016).

Le bilan de la filière canne-sucre-rhum est plus mitigé. La production de la canne à sucre affiche un repli en 2019 (-22,2 %, à 160 613 tonnes) qui ne manque pas d'impacter l'ensemble de la filière. Ainsi, malgré une canne de meilleure qualité avec une teneur en sucre supérieure à l'année dernière (13,37 g pour 100 g contre 9,93 g en 2018), la production de sucre est en baisse (-45,5 % après -48,1 % en 2018). De même, l'activité rhumière est fortement contrainte par cette production. La production de rhum se replie (-9,4 %) et s'élève à 89 957 hectolitres d'alcool pur (HAP), dans un marché qui s'est globalement contracté en 2019 avec la baisse de la consommation locale et des exportations (respectivement -1,5 % et -15,5 %).

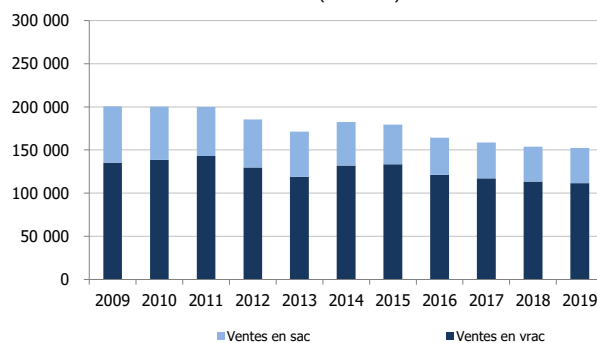
Expéditions de bananes et production de rhum



### Un secteur secondaire résilient, malgré les difficultés structurelles

L'activité du secteur secondaire peine à trouver de nouveaux relais de croissance mais fait preuve d'une certaine résilience. Sur l'année, les entrepreneurs décrivent un climat d'affaires fluctuant, à l'instar des chiffres du secteur. La branche BTP – construction illustre cette situation. En l'absence de nouveaux grands chantiers, les ventes de ciment reculent pour la cinquième année consécutive (-2,5 %, à 150 559 tonnes). Les ventes en vrac (généralement destinées aux chantiers de grande envergure) se replient (-1,8 %). À l'inverse, les ventes en sac (plutôt dédiées à la construction privée) se stabilisent (+0,2 %), témoignant d'une reprise sur ce segment. Le nombre d'autorisations de construction résidentielle neuve a fortement augmenté au premier semestre (+22 % en glissement annuel à fin juin). Les importations d'éléments en métal pour la construction augmentent également en 2019 (+14,4 %). Le nombre d'emplois dans le secteur de la construction est en hausse de 2,3 % en 2019. Les chefs d'entreprise ont déclaré des tensions sur les disponibilités de travailleurs intérimaires dans le secteur de la construction, tensions qui se sont estompées graduellement au second semestre avec la baisse d'activité, illustrée par le report du chantier de l'extension de l'aéroport à 2020.

Ventes de ciment (en tonnes)



### Bonne dynamique générale du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire marchand qui concentre 44,2 % de l'emploi salarié en Martinique suit une bonne dynamique en 2019. Selon l'Insee le secteur a connu une hausse de 2,8 % du nombre de ses emplois, contribuant largement à l'embellie sur le marché du travail. Les déclarations des chefs d'entreprise commerciales et de services marchands auprès de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM sont concordantes avec cette évolution. Ils reportent un premier semestre plutôt dynamique caractérisé par une amélioration de leur trésorerie et une hausse des effectifs. Au second semestre, à l'image des autres secteurs, la hausse du climat conjoncturel s'est essoufflée, en lien même si les prévisions d'investissement sur 12 mois sont encore bien orientées. Dans ce contexte, la situation des entreprises de la grande distribution se distingue quelque peu du reste du secteur. Ces entreprises évoluent en 2019 dans un contexte de reconfiguration de la concurrence. L'entrée de nouvelles enseignes, les difficultés financières d'une enseigne historique et l'annonce de l'arrivée d'un nouvel acteur ont quelque peu perturbé le climat d'affaires. La réorientation de la consommation des ménages a également contribué à détériorer l'activité du secteur, le chiffre d'affaires des hypermarchés baissant en 2019 (-2,2%).

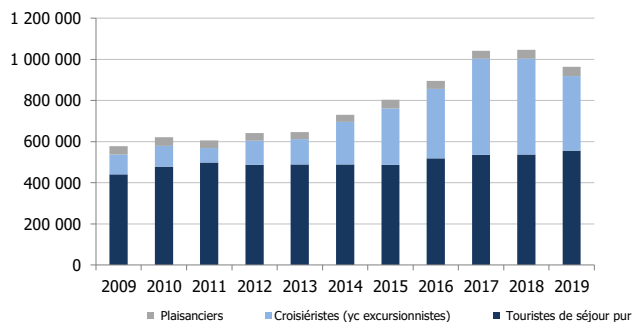
## Tourisme : un atterrissage en douceur

Dans le prolongement des performances touristiques record réalisées en 2017 et 2018 dans le contexte de la destruction éphémère des capacités d'accueil dans les petites Antilles du Nord, le secteur reste bien orienté en 2019 en Martinique. En l'absence d'initiatives supplémentaires, il semble toutefois avoir atteint son potentiel.

Dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les professionnels du secteur décrivent ainsi un courant d'affaires toujours très favorable, et des effectifs en hausse. On note par ailleurs, en fin d'année, une légère baisse d'optimisme des chefs d'entreprise à l'unisson des autres secteurs et qui traduit l'affaiblissement du *momentum* du premier trimestre de l'année.

Les indicateurs économiques reflètent également cet atterrissage en douceur. En 2019, la Martinique a ainsi reçu 963 894 visiteurs selon le Comité martiniquais du tourisme, soit une baisse de 7,9 % par rapport à 2018. Le nombre de vols se replie (-2,9 %), en lien avec le retrait des lignes de la Norwegian et la faillite de XL Airways. Si le nombre de croisiéristes recule (-27,4 %), le nombre d'autres excursionnistes (+7,6 %) et le nombre de touristes de séjour (+3,5 %) résistent à la tendance générale. La baisse de la fréquentation hôtelière au profit des meublés de tourisme (le nombre de nuitées en hôtel est en baisse de 1,2 %) n'a pas découragé la filière, qui a contribué à développer de nouvelles activités annexes (restauration, excursions, etc.). Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur progresse en 2019 (+2,7 %, à 65,5 millions d'euros).

Nombre de touristes en Martinique



Source : IEDOM

## L'activité financière continue à croître

En 2019, les indicateurs de bancarisation demeurent d'un bon niveau, comparable voire supérieur à celui de l'Hexagone. On compte en Martinique un automate pour 1 085 habitants (pour 1 219 habitants au niveau national), et un guichet permanent en moyenne tous les 8 km<sup>2</sup> (tous les 17 km<sup>2</sup> dans l'Hexagone). Les taux d'équipement en comptes et cartes sont bien orientés ; un Martiniquais possède en moyenne 1,25 compte de dépôts à vue et 1,78 carte bancaire (1,22 compte et 1,12 carte au niveau national)<sup>1</sup>.

### Le financement bancaire ne faiblit pas

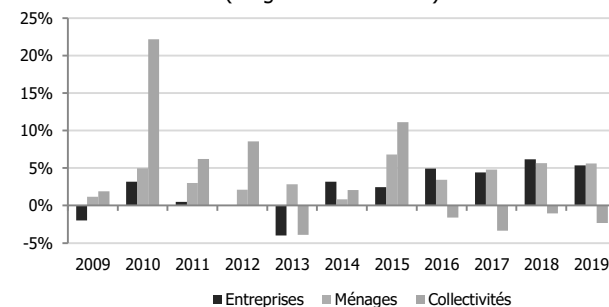
L'encours sain de crédits progresse de 4,1 % en 2019, après +4,3 % en 2018, et s'établit à 9,9 milliards d'euros.

Chez les ménages, le rythme de progression des crédits reste élevé, à +5,6 % (après +5,7 %). Ce sont à la fois les crédits à l'habitat et les crédits à la consommation qui expliquent cette hausse (respectivement +5,1 % et +6,9 %). Les taux d'intérêt restent bas et incitent à la réalisation des projets immobiliers, ainsi qu'à l'achat de biens d'équipement.

Pour leur part, les crédits aux entreprises progressent de 5,4 % (après +6,2 %). L'investissement constitue leur première source d'endettement, et les crédits correspondants restent très dynamiques (+7,7 %). De même, les crédits d'exploitation augmentent de façon significative (+12,5 %). À l'inverse, les crédits immobiliers se replient (-2,1 %).

Seule la catégorie des collectivités locales affiche des crédits en baisse (-2,3 %). L'encours diminue pour la quatrième année consécutive.

Évolution des encours sains de crédits (en glissement annuel)



Source : IEDOM - Surfi

### Le risque de crédit reste maîtrisé

Les créances douteuses brutes recensées en Martinique enregistrent une baisse de 7,7 % en 2019. Les encours douteux nets des entreprises et des collectivités locales s'inscrivent en retrait (respectivement -14,4 % et -30,0 %), tandis que celui des ménages affiche une légère hausse (+2,8 %).

Toutes catégories de clientèle confondues, l'encours douteux représente 5,9 % de l'encours brut de crédits, soit une part en retrait de 0,7 point sur un an. Même si l'année 2018 avait été marquée par une hausse de la sinistralité des crédits, la tendance globale est bien à la baisse (-0,9 point en 5 ans, -2,0 points en 15 ans).

<sup>1</sup> À noter que les chiffres nationaux sont issus de données 2018 (données 2019 non disponibles).

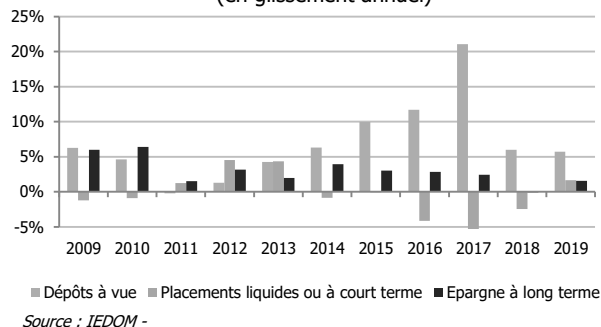
## Les dépôts à vue, toujours privilégiés en termes d'épargne

Le montant des avoirs financiers des Martiniquais progresse de 3,4 % en 2019, après +1,9 % l'année précédente. Ils s'élèvent désormais à près de 8,4 milliards d'euros.

Depuis 4 ans, les dépôts à vue en sont devenus la première composante, devant l'épargne à long terme d'une part, et les placements liquides ou à court terme d'autre part. En effet, la baisse des taux d'intérêt a significativement pénalisé le rendement des produits d'épargne et celui des produits indexés sur les taux de marché, les rendant ainsi moins attractifs. De nombreux agents se contentent désormais de laisser leur épargne sur leurs comptes de dépôts à vue.

En 2019, les dépôts à vue augmentent ainsi de 5,7 %, contre +1,7 % pour les placements liquides ou à court terme et +1,6 % pour les placements à long terme.

Évolution des actifs financiers  
(en glissement annuel)



## De nouvelles restructurations dans le paysage bancaire

L'année 2019 est marquée par des contraintes fortes sur le produit net bancaire, pénalisées à la fois par les taux d'intérêts bas, et par les mesures prises en faveur de la clientèle fragile financièrement. Par ailleurs, alors que le secteur bancaire local n'avait plus connu de mouvement de concentration depuis 2017, de nouveaux groupes s'inscrivent dans un processus de restructuration : convergence du Crédit Mutuel Antilles Guyane avec l'Alliance fédérale du Crédit Mutuel, et rachat de la Société Générale Antilles par la holding financière détenant la Somafi-Soguafi.

## Perspectives 2020: « 2020, annus horribilis »

Deux années successives de créations d'emploi et de forte croissance des crédits ont donné l'impression d'un nouvel élan en Martinique. À l'évidence, la crise sanitaire de Covid-19 devrait significativement le freiner, peut-être même jusqu'à le briser. Trois éléments permettront d'apprécier l'impact de cette situation adverse sur l'économie du territoire :

- d'abord, l'ampleur du choc économique. Les premières estimations réalisées à l'échelle de l'économie martiniquaise semblent montrer qu'au plus fort de la crise, le niveau de l'activité aurait reculé d'environ un tiers. C'est une baisse considérable, mais dont les conséquences véritables ne pourront être mesurées que lorsque sera connue la durée exacte des restrictions qui pèsent sur les différents secteurs.

- ensuite, la pertinence de la réponse des autorités publiques. Ces dernières, dont l'IEDOM, ont mis en place un ensemble de mesures destinées à atténuer à la fois le choc d'offre (prêt garanti de l'État aux entreprises, médiation du crédit, reports de charges fiscales...) et le choc de demande (chômage partiel, arrêt maladie, versements d'aides aux familles modestes...) que propage la crise sanitaire. L'efficacité de ces dispositifs jouera un rôle crucial.

- enfin, l'agilité des acteurs privés. La crise a d'ores et déjà massivement désorganisé les chaînes de valeur et d'approvisionnement internationales provoquant des délais de production ainsi que des pénuries qui sont autant d'obstacles à une reprise franche de l'activité. Il appartiendra aux entreprises, à leurs salariés et au monde économique en général de trouver les voies d'une reconfiguration de l'exercice de leur activité.

La Martinique a connu en 2009 une crise économique et sociale dont l'ampleur et la forme (blocage de l'activité pendant deux mois) ne sont pas sans rappeler la situation actuelle. La production avait alors chuté de 3,8 % en valeur (après une hausse de 4,3 % en 2008) et avait fait entrer la Martinique de plain-pied dans la décennie de la *Grande Récession* au cours de laquelle elle perdra jusqu'à 5 % de ses emplois. S'il est presque acquis aujourd'hui que la crise du *Grand Confinement* est de plus grande ampleur, la réponse sans précédent des autorités publiques laisse espérer que ses conséquences soient moins dommageables pour le territoire au delà de l'année 2020, qui restera bien quant à elle une « annus horribilis ».